

Introduction

Muriel GOMEZ-PEREZ

Au cours du XX^e et en ce début du XXI^e siècle, les femmes ont joué un rôle majeur et incontournable dans des changements profonds vécus par les sociétés africaines tels que les mobilisations politiques et sociales avant, pendant et après les indépendances, la place croissante du secteur informel dans les économies nationales suite à l'imposition des programmes d'ajustement structurel (PAS) depuis les années 1980, la montée des revendications sociales et religieuses à travers l'accroissement de regroupements et d'associations depuis cette même décennie qui se sont accentués à partir de la décennie suivante et enfin, la mondialisation des échanges avec ses effets sur la nouvelle division internationale du travail et les modes de circulation et plus spécifiquement sur les trajectoires de vie dans un contexte migratoire à l'échelle internationale et sous régionale.

Cet ouvrage propose de revenir sur ces différents changements et traite de quatre thématiques – les rapports entre femmes et politique, femmes et normes sociales, femmes, rapports de genre et religions, femmes et migrations – sous la plume de jeunes chercheuses et de chercheuses séniors issues de plusieurs disciplines (histoire, anthropologie, sociologie et science politique). Celles-ci ont fait le choix d'être au plus près des expériences vécues par les femmes dans différents contextes (colonial, postcolonial, post-guerre, marginalité socioéconomique, montée des revendications identitaires par le religieux, mobilité et mondialisation) et de cerner des histoires singulières de femmes en croisant plusieurs sources : confronter les archives publiques (de l'administration coloniale) et/ou institutionnelles aux archives privées; avoir recours à des archives publiques moins utilisées telles que les documentaires audiovisuels et les photographies (Bruzzi); donner la voix aux femmes en croisant leurs témoignages à travers des entretiens semi-directifs, individuels et en groupe (toutes les auteures) « pour donner accès aux pratiques, et pas seulement aux représentations » (Barthélémy, Capdevila et Zancarani-Fournel, 2011 : 12) avec ceux collectés à travers la presse (Pauthier, Rillon) et des mémoires autobiographiques (Pauthier); utiliser des sources moins communes telles que les pièces de théâtre (Pauthier, Saint-Lary), pamphlets et tracts (Marloes); et en complétant le tout, dans certains cas, par des observations participantes (Buscaglia, Vorhölder, Marloes, Masquelier, Saint-Lary).

Concernant le rapport entre femmes et politique, les femmes ont été vues sous un regard condescendant et rempli de clichés par les administrateurs (Goerg, 1997; Coquery-Vidrovitch, 2007) et ont été

presqu'invisibles sous la plume des historiens jusque dans les années 1970 (Dulucq et Goerg, 2004); dans le cadre des résistances à la colonisation durant les décennies 1950-60, les historiens mettent surtout l'accent sur de hautes personnalités masculines. L'histoire politique ne connaît pas encore de renouvellement dans les travaux d'historiens francophones.

Dans les années 1970, les auteurs s'intéressent tout particulièrement aux héroïnes oubliées, après avoir fait le constat que l'ordre colonial avait sous-estimé les institutions précoloniales dans lesquelles les femmes avaient des rôles politiques et économiques clés (Berger, 2003). Dans ce prolongement, la visibilité des femmes s'observe avec des problématiques renouvelées dans la production en langue anglaise au cours des années 1970-1980; les mobilisations, résistances et engagements politiques des femmes sous la colonisation et durant les luttes de libération nationale (Geiger, 1990) sont traités et le concept de genre est discuté¹. Certains pays sont particulièrement étudiés tels que l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria, la Rhodésie et ceux de l'Afrique lusophone (Allman, Geiger et Nakanyike, 2002). Du côté francophone, ce sont les Européennes installées en Afrique qui retiennent l'attention avec un livre précurseur d'Yvonne Knibiehler et Régine Goutalier intitulé *La femme au temps des colonies* (1985), mais dans lequel il n'y a aucune place réservée au politique. La place des Européennes dans les empires est aussi une thématique importante dans la littérature anglophone avec deux ouvrages qui font date au début des années 1990 (Strobel, 1991; Strobel et Chaudhuri, 1992) dans lesquels sont soulignées leurs trajectoires personnelles et le fait qu'elles aient « la responsabilité de soutenir les valeurs culturelles et morales dans l'empire » tout en étant considérées comme le « sexe faible »².

Dans les années 1990-2000, les *Subaltern Studies* et les *Postcolonial Studies* ainsi que l'utilisation plus approfondie du concept de genre ont contribué à revisiter les relations entre colonisés et colonisateurs et à donner beaucoup plus de voix aux femmes avec de nouvelles sources à l'appui (autobiographies, mémoires, entretiens, récits de voyage). Des travaux anglophones précurseurs émergent³ (Barthélémy, Capdevila et Zancarini-Fournel, 2011; Dulucq et Goerg, 2004; Hugon, 2005). Le concept genre, en revanche, demeure encore sous-exploité dans la littérature francophone. Trois publications font date néanmoins qui relatent le rapport entre femmes et politique : Catherine Coquery-Vidrovitch consacre quatre chapitres sur femmes et luttes politiques dans son livre thématique de synthèse *Les Africaines* (1994); la revue *Clio* édite un numéro spécial sur les femmes africaines (1997) avec un article d'Odile Goerg (1997) sur les droits politiques des femmes en Afrique

1. Voir notamment Hunt (1989).

2. Pour un regard plus complet sur cette question, voir Ghosh (2004).

3. Voir Hunt, Liu et Quataert (1997).

occidentale et un autre numéro spécial sur les femmes au Maghreb avec l'article d'Assia Benadada (1999) qui analyse le rôle des femmes dans le nationalisme marocain. L'Algérie fait exception, car des travaux paraissent pour montrer la place des Algériennes dans la guerre de libération (voir notamment Amrane, 1991, 1996; Stora, 1995; Taleb Ibrahim, 2004). Par ailleurs, c'est véritablement à partir des années 2000 que le concept de genre est largement utilisé dans les écrits historiques dans la littérature francophone pour analyser les luttes sociales. Ces écrits ont toutefois eu tendance à laisser de côté le politique et cette entrée n'a réémergé que depuis peu (Bouilly et Rillon, 2016).

La première partie de cet ouvrage, intitulée « Femmes et politique : militantisme et engagement au XX^e siècle » s'inscrit dans ce renouveau historiographique à plusieurs égards. Trois contributions rendent compte d'espaces relativement peu analysés : l'Érythrée (Bruzzi), la Guinée (Pauthier)⁴ et le Soudan français/Mali (Rillon). Deux d'entre elles ont choisi d'opter pour une temporalité large : des années 1950 jusque dans la fin du régime de Sékou Touré en 1984 (Pauthier) et jusque dans les années 1990 pour le Mali (Rillon). L'indépendance n'est ainsi pas considérée comme un point de rupture, mais « entendue comme un moment long » (Goerg, Martineau et Nativel, 2013 : 13) avec ses avants et ses après. En revanche, la contribution de Bruzzi s'attache à analyser les rapports entre colonie et métropole dans la première moitié du XX^e siècle en Érythrée sous domination italienne en se penchant sur la dialectique entre visibilité du corps féminin et pouvoir des femmes⁵.

Par ailleurs, sans « relire les décolonisations au prisme du genre » comme le propose la revue *Le Mouvement social* (2016), chaque contribution, dans ce collectif, révèle, en filigrane, les rapports de genre au sein du monde des colonisés, dans la mesure où sont scrutés « des moments de réaffirmation, de recomposition et de vacillement des rapports de genre » (Bouilly et Rillon, 2016). En effet, à travers l'itinéraire de Sittî Alawiyya al-Mîrghanî, haute figure d'autorité de la confrérie Khatmiyya en Érythrée, on est clairement dans un moment de réaffirmation de ces rapports dans la mesure où il est montré, à travers la politique propagande de l'Italie, le jeu complexe de la « sexualisation de la domination » et la « mise en scène de son pouvoir » pour fabriquer des icônes en vue de la « cooptation d'une élite musulmane ». Mais aussi, il est montré un moment de recomposition des rapports de genre par l'utilisation, de la part de cette figure islamique, de la circulation des représentations politiques de son corps pour servir à son propre agenda politique et religieux, en collaboration avec le pouvoir colonial et face aux autorités religieuses masculines rivales (Bruzzi).

4. Voir les travaux incontournables d'Elisabeth Schmidt.

5. Pour une analyse plus complète de cette dialectique, voir Hayes (2006).

Dans le cas guinéen analysé par Pauthier s'articule un temps de double réaffirmation des rapports de genre à travers d'une part, le regard infériorisant du pouvoir colonial posé sur des femmes militantes non mariées ou des femmes participant aux milices urbaines et d'autre part, la politique d'idéalisation et d'institutionnalisation de la femme militante par Sékou Touré avec une législation qui évolue à partir de 1959, sans pour autant que les femmes soient représentées en haut de la hiérarchie du Parti Démocratique de Guinée (PDG). Cette sous-représentation des femmes est un phénomène aussi visible au Soudan français/Mali pendant toute la période examinée par Rillon.

Par ailleurs, tant dans le cas guinéen que malien, les rapports de genre connaissent des fluctuations et des recompositions au gré des trajectoires individuelles des femmes. En effet, des femmes militantes peuvent décider de mettre un terme à leur engagement politique suite à la mutation professionnelle de leurs époux (Guinée). Elles débudent leurs actions militantes au gré des actions syndicales ou politiques de leurs époux (Soudan français) ou elles s'investissent davantage dans ces actions après autorisation de ces derniers, tout en gagnant en autonomisation par leur prise de parole et leur liberté de circulation, mais sans que les assignations de genre soient bouleversées (Guinée). Les revendications d'émancipation féminine semblent plus affirmées dans le cas du Soudan français à travers les actions menées par l'Union des Femmes de l'Ouest Africain (UFOA) et résolument plus concrètes au sein de la génération des jeunes femmes qui a combattu la dictature de Moussa Traoré dans les années 1980 en fustigeant le féminisme étatique et international pour gagner en autonomisation (Rillon).

Ces contributions relatent aussi la participation des femmes dans des organisations partisans et leurs positionnements face à des enjeux socio-politiques aux plans local, national, sous régional et international. Ainsi cette première partie permet de dessiner une histoire de regroupement et circulation d'idées au gré de la création d'instances unionistes et fédératives durant les années 1950, en considérant les luttes politiques à différentes échelles suivant des réseaux religieux (Bruzzi), syndicaux, communistes, fédéralistes et féministes (Pauthier, Rillon). Ces contributions montrent également que certaines femmes sont passées à la postérité de par leur statut social et leurs ascensions et actions politiques aux plans national et international et à travers leurs écrits (Pauthier, Rillon) au point de gagner des statures d'héroïnes (en Érythrée et en Guinée). D'autres, inconnues, ont témoigné de leur capacité à résister aux politiques répressives de leurs États et à avoir raison d'elles (avec la chute de Moussa Traoré au Mali). Ainsi, cette première partie de l'ouvrage va au-delà de l'écriture d'histoires nationalistes qui ne retiendraient que des figures héroïques et permet d'entrer dans les nuances d'une histoire de positionnement et d'affirmation idéologiques.

Les trois contributions soulignent aussi l'ambivalence des expériences et trajectoires de femmes, les flux et reflux de leurs combats dans la mesure où leurs expériences ne sont pas rectilignes et ne signifient pas uniquement des positionnements de résistance, d'opposition, mais plutôt d'adaptations suivant les contextes politiques mouvants, répressifs et autoritaires avant et après les indépendances. Les oppositions demeurent en revanche très visibles entre les femmes issues de l'élite urbaine, les « évoluées », les salariées et les femmes rurales ou entre les femmes qui participent à des rencontres sous régionales qui prônent les droits des femmes et les militantes de base qui n'y participent pas (Pauthier, Rillon). Ceci révèle des « hiérarchies de classe au sein du groupe des femmes colonisées » (Barthélémy, Capdevila et Zancarini-Fournel, 2011) et permet de briser l'image d'Épinal « d'un front uni contre la colonisation⁶ ». Ces hiérarchies ne sont d'ailleurs pas propres au temps colonial, mais visibles à une période plus actuelle (Martin de Almagro, 2016).

Le militantisme féminin est en réalité très hétérogène et en perpétuelle évolution. Il peut être façonné par des temps politiques fondateurs tels que la création du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) en 1946, la grève de septembre à décembre 1953 pour l'application du Code du Travail outre-mer, la dénonciation du « complot des enseignants » en 1961 et la « révolte des femmes » en 1977 en Guinée, la révolte des étudiants de l'École Normale Supérieure contre le coup d'État militaire de 1968, l'enterrement militaire de Modibo Keita en 1977 et la chute de Moussa Traoré le 26 mars 1991 au Mali. Il peut être aussi rythmé par des expériences plus personnelles (décès, emprisonnement ou exil de l'époux, gestes d'intimidation de la part des autorités à leur encontre, actions de solidarité envers des étudiants réprimés). Ou encore ce militantisme peut modeler une autonomisation d'action des colonisées dans la lutte anticoloniale et « une identité collective féminine » par la création notamment de l'UFOA face à des instances fédératives dirigées par des femmes blanches à la fin des années 1950 et peut perdurer dans le temps en optant pour la dépolitisation afin de lui permettre de couvrir des volets de la vie quotidienne des femmes (sexualité, travail, mariage, participation politique) dans les décennies 1960-70 (Rillon).

Voyons de plus près le contenu des contributions animant cette première partie. La contribution de Bruzzi traite du cas érythréen au moment où l'Italie mussolinienne menait une intense propagande pro-islamique pour souligner son œuvre colonisatrice. Dans ce contexte particulier, l'auteure montre comment d'une part, Sittî Alawiyya « domine l'image » et d'autre part, comment elle a utilisé les représentations

6. Voir l'apport essentiel des *Subaltern Studies* pour cette nouvelle lecture des sociétés colonisées.

visuelles émanant de l'Italie pour revendiquer sa place comme autorité spirituelle incontournable, voire charismatique. Dans cette avenue, l'auteure analyse dans quelle mesure la tenue vestimentaire a fait partie d'une stratégie politique bien élaborée de la part de Sittî Alawiyya pour répondre à plusieurs objectifs : rendre visible son autorité et gagner une légitimité dans et au-delà de sa communauté, des frontières de l'Érythrée et même hors du continent africain; jouer un rôle de médiatrice de premier plan entre son peuple et les autorités coloniales; répondre à certaines oppositions émanant des autorités masculines rivales au sein de la confrérie à laquelle elle appartient, mais aussi s'imposer au sein d'un monde masculin au point de transcender les rapports de genre; et finalement, renouveler profondément les codes de représentation de la femme en islam.

La contribution de Pauthier aborde le processus d'« institutionnalisation » de la femme militante au profil social diversifié par le PDG à partir des années 1940. Considérées comme étant le symbole de l'émancipation féminine, des femmes furent identifiées par les autorités comme des héroïnes nationales en raison de leurs prises de position anticoloniales et panafricanistes. L'auteure souligne qu'en dépit de l'idéalisation de la figure de la femme militante, se profile une évolution du statut juridique de la femme notamment au sein du mariage. Face à cette histoire officielle, l'auteure analyse aussi les interstices de l'histoire de ce pays en se penchant sur certains événements au cours des années 1960-70 : la protestation des élèves et étudiantes en novembre 1961, celle de femmes devant la disparition de leurs comités dans l'organisation du parti en 1964, leur dénonciation au moment du « complot des enseignants » en 1967 et dudit « complot peul » de 1976 ainsi que la « réforme des femmes » en 1977. L'auteure montre que ces signes de résistance transcendent plusieurs générations de femmes.

Le texte de Rillon souligne d'une part, à quel point la liberté de réunion décrétée en 1946 et les années 1950 permirent de faire débiter le militantisme associatif de femmes en politique au Soudan français et d'autre part, la transformation profonde du mouvement féminin à partir de l'indépendance pour la lutte des droits des femmes. Par ailleurs, l'auteure démontre que c'est avec l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes femmes (scolaires et étudiantes) à partir de la fin des années 1970 que ce mouvement se radicalisa contre l'autoritarisme politique et se poursuivit en 1991 à travers des organisations clandestines. Parallèlement, elle montre qu'un féminisme nouveau émergea, à travers des activités socioculturelles, qui fut ni imposé par l'État ni par les organismes internationaux et revendiqua une autonomisation financière, une équité sociale et statutaire pour les femmes. Au sein d'associations culturelles, ce féminisme œuvra pour revendiquer des droits pour les femmes en tant qu'individus autonomes et non plus comme épouses ou mères, se

démarquant par là même du combat mené par des femmes dans les années 1950.

Concernant le rapport entre femmes et normes sociales analysé sous l'angle du concept d'*empowerment*, la littérature qui a utilisé ce concept est devenue abondante dans des champs divers depuis la fin des années 1970. Le concept prend ses marques sous la pression des milieux féministes conscients que les femmes n'étaient pas prises en compte dans les projets de développement (Verschuur, 2009) et dans le cadre des travaux et actions menées par le réseau féministe du Sud *Development Alternatives with Women for a New Era* (DAWN) au début des années 1980⁷.

Le concept genre est d'ailleurs introduit « dans le répertoire du développement, dans les années 1980, suite aux analyses critiques du biais androcentrique du développement » et « a remplacé le mot "femmes" ou celui de sexe, a été employé comme un outil descriptif plutôt que comme un outil analytique et associé à des prescriptions normatives plutôt qu'à des revendications de droits » (Verschuur, 2009 : 786). Dans ce contexte, des études anglo-saxonnes se sont multipliées « notamment en lien avec la préparation des grandes conférences internationales » (Verschuur, 2009 : 793). Toutefois, bien que le concept comprenne « la notion de pouvoir », il ne permet pas de mesurer « les asymétries de pouvoir entre hommes et femmes » ce qui a conduit à l'introduction du concept d'*empowerment* « comme alternative par des organisations de femmes » (Verschuur, 2009 : 796).

C'est ainsi que le réseau DAWN critique ouvertement les programmes onusiens « femmes et développement » pour avoir intégré insuffisamment les femmes du Sud au processus de développement et pour penser que leur pouvoir peut être renforcé par leur autonomie économique. Ce réseau appelle en fait à une analyse plus en profondeur et plus empirique des sociétés du Sud pour remettre à plat les rapports de domination selon le sexe, l'origine ethnique, la classe et la caste. Par ailleurs, l'apport des études féministes postcoloniales a été majeur pour « enrichir ce concept (genre) en tant que catégorie d'analyse » (Verschuur, 2009 : 787) et des auteurs féministes tels que Srilata Batliwala, Nalia Kabeer, Magdalena León et Jo Rowlands, au début des années 1990 et 2000, ont insisté sur « la nature multidimensionnelle du processus d'*empowerment* des femmes dans les pays du Sud et théorisent les relations entre *empowerment* et pouvoir » pour parvenir à un « pouvoir créateur qui rend apte à accomplir des choses (« *power to* »), un pouvoir collectif et politique mobilisé notamment au sein des organisations de base (« *power with* ») et un pouvoir intérieur (« *power from within* ») » (Calvès, 2009 : 739; Parpart, 2002).

7. Pour un historique détaillé de ce concept, voir Calvès (2009).

Au milieu des années 1990, deux tendances de la recherche ont émergé. D'une part, suite aux conséquences socioéconomiques des PAS, le concept d'*empowerment* a connu un réel succès dans les agences de développement et les ONG internationales (Adjamagbo et Calvès, 2012; Bisilliat, 2000) en vue d'éradiquer la pauvreté. Fort de ce constat, un ouvrage émanant de la Banque mondiale a fait évoluer la définition du concept comme étant « le processus de renforcement de la capacité des individus ou des groupes à faire des choix volontaires et à transformer ces choix en actions et résultats » (Alsop, Bertelsen et Holland, 2006 : 1). D'autre part, la mondialisation de l'économie tout comme la nouvelle division internationale du travail ont conduit à la publication de nombreux écrits qui traitent du rapport entre genre et mondialisation, de la précarisation de l'emploi, de l'inégalité devant les soins médicaux avec la montée du sida et de l'inégalité devant l'accès à l'école pour les femmes et de la dégradation des conditions de vie et de leurs effets au sein des ménages.

Bien que le concept d'*empowerment* ait connu un réel engouement et une évolution dans sa définition, il est fortement critiqué par les milieux féministes pour être un concept « attrape-tout » qui ne permet pas de percevoir et de changer les logiques de domination dans les sociétés du Sud et d'appréhender leurs particularismes en termes de race, classe sociale et patriarcat alors que cela influe et affecte le statut des femmes. Il est considéré comme ayant une vision simpliste et mécanique de ces sociétés, ignorant le combat collectif et politique des femmes en maximalisant seulement sa dimension individuelle et sociale et étant l'instrument des agences de développement pour renforcer et imposer leur lecture économique néolibérale⁸. C'est dans ce sillage que plusieurs auteurs, dans une perspective genrée et féministe du développement (voir notamment Ferguson, 2009; Pereira, 2008; Staudt, Rai et Parpart, 2003), ont cherché à redonner au concept sa première définition⁹ soit le processus selon lequel des individus comme des collectivités prennent conscience de leur situation de dominés et parviennent à faire des choix pour s'extraire de leur situation.

Outre ce débat autour de l'*empowerment* pour analyser les différentes dimensions de l'émancipation féminine, une autre tendance de la littérature utilise le concept d'*agency*¹⁰ pour comprendre les voies empruntées par des individus pour rendre significative leur identité religieuse à différents niveaux et se placer comme agent de leur propre religion (Leming, 2007). La littérature décline ce concept en trois sous appellations : le concept de *pious agency* (Mahmood, 2005), le concept de

8. Pour plus de détails sur la critique de ce concept, voir Calvès (2009) et Adjamagbo et Calvès (2012).

9. Elle doit beaucoup à l'ouvrage de Freire (1974).

10. Capacité de faire des choix et de mener des actions.

pious critical agency (Rinaldo, 2014) et le concept de *compliant agency* (Burke, 2012). Le premier permet d'analyser la propension des femmes musulmanes à devenir des sujets actifs en religion, des sujets moraux à travers leurs pratiques religieuses sans que cela signifie nécessairement que ces femmes veulent changer les normes sociales¹¹ dès lors qu'elles ont conscience des limites et des possibilités de leurs positions et ce, dans un contexte de renouveau dans le champ religieux. C'est ainsi que Mahmood (2005 : 5) insiste sur le fait que l'*agency* n'est pas seulement comprise comme des actes qui défient les normes sociales, mais aussi comme des actes qui les maintiennent. Le deuxième est défini comme la capacité de femmes à mener publiquement l'exégèse critique des textes religieux pour être utilisée dans leur activisme politique afin de revendiquer des droits aux femmes et une égalité dans les rapports de genre (Rinaldo, 2014 : 825 et 829). Cette *agency* rejoint celle définie par Mahmood dans la mesure où un individu tente de vivre en accord avec des normes religieuses ce qui peut être considéré comme une forme d'*agency* (Rinaldo, 2014 : 829). Elle permet de rendre compte de la dialectique particulière entre islam et féminisme (Ali, 2012; Badran, 2009), quasiment absente dans les écrits sur l'Afrique subsaharienne, et de la double visibilité de la montée de l'islam politique et des femmes comme figures d'autorité. Le troisième met quant à lui l'accent sur comment « les femmes se conforment aux instructions religieuses dans leur vie quotidienne » (Burke, 2012 : 128-129) et comment les « sujets sont constitués dans (et reproduisent souvent) la dominance des structures sociales » (Rinaldo, 2014 : 826-827). Avec ces trois sous-concepts, il est mis l'accent sur les potentialités des religions de contraindre et d'autonomiser les femmes simultanément.

La deuxième partie « Femmes et normes sociales : expériences, nouvelles voies revendicatrices et leurs limites » et la troisième partie « Femmes, rapports de genre et religions : vers une émancipation progressive? » se nourrissent, en filigrane, de ces différents débats et analyses conceptuels. Plus particulièrement, les contributions de ces deux sections s'inscrivent notamment dans le prolongement de deux publications : celle d'un numéro spécial de la revue *Autrepart* intitulé « L'émancipation féminine sous contrainte » (Adjamagbo et Calvès, 2012) qui privilégie les recherches empiriques, les trajectoires de vie individuelles, souligne les prises de conscience individuelle et collective des femmes et fait état de processus émancipatoires distincts qui touchent à l'économie (précarité, inégalités sociales), à l'émancipation au sein du couple et de la famille, au rapport au corps de la femme, à l'engagement/militantisme féminin, dans des « contextes marqués par de profondes mutations économiques, politiques et sociales » (Adjamagbo et Calvès, 2012 : 3); et celle du numéro spécial de la revue *Islamic Africa*

11. Se libérer du patriarcat par exemple.

intitulé « En-gendering Islamic Authority in West Africa » (Frede et Hill, 2014) qui tend à replacer les femmes musulmanes comme un objet central de la recherche dans la mesure où émergent de nouvelles subjectivités féminines qui épousent des trajectoires diversifiées et parfois contradictoires (*leaders*, figures d'autorité vs simples individus) et où certaines de ces femmes montrent leur activisme dans la sphère publique et dans le paysage associatif (Burkina Faso, Nigeria) au point de détenir des rôles d'autorité. Dans ce cadre, Frede et Hill proposent le concept stimulant de *performativity* « pour comprendre comment l'autorité est exercée, reconnue, reconfigurée et remise en question », qui permet de « reconfigurer les normes de genre » (Frede et Hill, 2014 : 131 et 148-149). Cela permet de prendre le contre-pied d'une vision classique selon laquelle les femmes en religion sont des sujets marginaux voire invisibles, inaudibles et soumis, victimes du patriarcat et de la surreprésentation des hommes mais aussi des sujets exclus par les textes fondamentaux de l'islam (vision essentialiste et orthodoxe de l'islam).

Ainsi, en élargissant l'objectif proposé dans ce numéro spécial cité ci-dessus, les trois contributions dans cette troisième partie (Marloes, Masquelier et Saint-Lary) invitent le lecteur, quels que soient les résultats obtenus par les femmes dans le cadre de leurs expériences et leurs activités (forces et limites de leur *agency*), à mesurer ces subjectivités féminines depuis les années 1990, les différentes voies prises par l'engagement féminin en religion et leurs significations pour éviter le travers de prendre les femmes comme un tout homogène et standardisé. Ces expériences peuvent être comprises sous différentes formes : comme un projet islamique de relecture/exégèse du Coran, des *hadiths* et de la *sharia* afin de remettre en question les interprétations patriarcales sur la polygamie, la répudiation et le pouvoir coercitif de l'homme sur la femme (Saint-Lary pour le Burkina Faso); comme des formes d'engagement féminin pour leurs droits (revisiter le code du statut personnel et de la famille, lutte contre l'excision, contre le mariage forcé, contre le lévirat, pour l'espacement des naissances, pour l'accès à l'école et à l'instruction islamique), pour l'égalité des sexes et la justice sociale (ces deux premières formes correspondent au *pious critical agency* défini plus haut); comme une quête pour vivre et faire respecter leurs aspirations en tant qu'agents religieux et comme un souci de signifier l'individualisation des trajectoires de femmes (Marloes pour le Nigeria ce qui correspond au concept de *pious agency*); et finalement comme une quête pour signifier leur lecture critique envers la tradition (coutumes, traditions préislamiques vs traditions islamiques) et les perceptions contradictoires de la modernité (Saint-Lary pour le Burkina Faso, *modern girls* vs les autres jeunes filles/femmes au Niger, cas relaté par Masquelier).

Pour revisiter les concepts d'*empowerment* et d'*agency* et interroger leur efficacité, les auteures se sont attaché à revenir sur les trajectoires et expériences de vie de femmes : celles qui ont vécu des traumatismes suite

aux effets de guerre, des séparations/abandons conjugales, des deuils, des pertes d'emploi, celles qui ont des emplois précaires et peu rémunérateurs ne correspondant pas à leur qualification ou à leur aspiration, celles qui sont salariées, fonctionnaires, celles qui ont dû quitter l'école et veulent reprendre leur scolarisation, celles qui ont des rêves d'émancipation. Et à cibler divers profils (femmes issues de l'élite ou de classes populaires, « intellectuelles francophones », scolarisées, diplômées ou moins éduquées, les castées qui sont issues de familles militantes dans le communautaire et qui ont débuté leur activisme via les partis politiques, les francophones).

Ces processus d'émancipation s'inscrivent dans des contextes variés : des contextes socio-politiques qui ont conduit à des ruptures après des guerres civiles (Rwanda et Ouganda du Nord) ou qui voient des États s'attacher à promouvoir la condition féminine (au Niger, Burkina Faso et au Sénégal) au point de parler de féminisme d'État autoritaire (Rwanda); des contextes où s'établissent des collaborations entre militantisme associatif pour les droits des femmes, pouvoirs publics et organisations non-gouvernementales et internationales (Burkina Faso). Il s'agit aussi des contextes où le religieux s'est investi dans la sphère publique et met en exergue certaines questions sociales (place centrale donnée au mariage, voir NASFAT au Nigeria), où les médias privés et confessionnels ont pris leur expansion, du même coup où les femmes sont devenues plus visibles et audibles depuis les années 1990 ce qui a conduit à des débats de société en lien avec la condition féminine (Burkina Faso) et à créer une émulation dans le cadre du renforcement de la *da'wa* avec l'apport des femmes (NASFAT au Nigeria) mais aussi où les appels à la moralisation des mœurs sexuelles se sont multipliés qui accentuent les tensions entre les générations et tendent à imposer des normes sociales conservatrices (Ouganda du Nord, Niger). D'autres contextes sont mis en exergue : des contextes où s'observe l'accès croissant des filles de l'ensemble des classes sociales à l'éducation secondaire en zone urbaine (mais cette situation est très hétérogène suivant les pays), phénomène qui reste très décrié par des mouvements religieux prosélytes (cas du Niger); des contextes de compétition entre différents groupes religieux (pentecôtistes, chrétiens et musulmans) dans la sphère publique depuis la fin des années 1970 au Nigeria et de montée de la piété portée par différents mouvements religieux de l'islam réformiste (NASFAT au Nigeria, Izala au Niger, l'Association des Élèves et Étudiants Musulmans du Burkina [AEEMB] et le Cercle d'Étude, de Recherche et de Formation Islamiques [CERFI]). À travers ces contextes, des femmes ont été encouragées à mener la *da'wa*, la question du rapport au corps féminin et de son contrôle a été posée et le chemin sinueux et parfois chaotique pour la promotion de la cause des femmes a été souligné. Des contextes socio-économiques sont aussi visibles où s'est opérée une effervescence associative à travers laquelle les femmes ont montré leur militantisme actif dans le

développement (Sénégal), plus largement dans le social (Burkina Faso), dans le religieux et la collecte de fonds (Nigeria), dans le religieux et la sensibilisation (Burkina Faso), leur entrepreneuriat politique et leur réseautage avec des agences de développement international qui les amènent à se présenter comme agentes du développement local (Rwanda, Sénégal) ou qui, plus largement, changent les relations de genre en introduisant d'autres normes sociales (Ouganda du Nord).

Par ailleurs, dans le prolongement du numéro spécial de la revue *Autrement* qui interroge « la capacité des femmes à faire face aux nouvelles contraintes, mais aussi à saisir les nouvelles opportunités » et souligne les dimensions « même partielles et marginales » de cette émancipation pour ne pas voir « que vulnérabilité et passivité » (Adjamagbo et Calvès, 2012 : 4), les contributions dans les deuxième et troisième parties de cet ouvrage relatent à la fois les stratégies utilisées par des femmes pour gagner en émancipation, les positionnements ambivalents des femmes sur leurs rôles et leurs statuts dans le cadre familial et conjugal, les forces et limites de leur émancipation. Cet ensemble d'éléments permet d'appréhender l'émancipation féminine comme un processus hétérogène, en cours de construction et fragile.

Pour autant, bien que les vécus des femmes étudiés dans ces contributions soient difficiles, voire parfois inextricables, aucune femme n'est érigée en victime et seulement en victime, car leurs trajectoires montrent qu'elles sont en mode action, en quête de solutions (venant parfois d'un membre de la famille en dehors des parents). Certaines d'entre elles n'hésitent pas à prendre la parole pour que les logiques de rapports de genre évoluent, à partager leur expérience entre femmes pour affronter certaines situations réprouvées par la société telles que le divorce (Burkina Faso) et à trouver des solutions pour regagner le statut de femme mariée (Nigeria). D'autres cherchent une réponse dans la tradition ou la modernité (Niger, Nigeria) et d'autres encore dans une solution médiane (Nigeria).

C'est ainsi que plusieurs stratégies collectives ou individuelles sont mises en place par les femmes. Dans le cas des paysannes rwandaises (Buscaglia), ces femmes peuvent opter pour une « dissidence silencieuse », une « résistance camouflée » ou active face aux mesures et mots d'ordre étatiques, pour leur contournement et leur adhésion « à la vertu domestique » dans le seul but d'obtenir des subsides. Dans le cas de l'Ouganda du Nord (Vorhölter), les jeunes femmes (Langwen et Acii) s'intègrent dans des réseaux amicaux et de sociabilité pour éviter tout isolement, pour bénéficier de soutiens financiers au besoin et pour s'ancrer dans la vie urbaine. Elles ont pour objectif de poursuivre ou reprendre leur scolarisation pour gagner une indépendance économique, d'être critiques envers le statut de subordonné affublé aux femmes par les hommes plus âgés même si leurs choix d'un compagnon témoignent de certaines contradictions et d'une volonté de gagner une légitimité sociale.

Dans le cas sénégalais (Bouilly), des femmes, agentes de développement, montrent leur capacité à : être flexibles sur le marché du travail (plusieurs ont dû se reconverter professionnellement parlant), mobiliser des savoir-faire tirés de leur profession pour les utiliser dans leur engagement associatif et pour valoriser les partenariats, mobiliser des ressources allouées par différents bailleurs (publics, privés et internationaux) ce qui atteste de leur réseautage¹², savoir faire le pont entre l'engagement associatif hérité de la famille et leur propre activisme social, militer dans des associations non-mixtes pour leur engagement apparaisse « socialement moins contestable et moralement plus acceptable » afin de « tenter de composer » avec les stéréotypes sociaux genrés¹³ et *last but not least* faire preuve d'entrepreneuriat en créant leur propre organisation de développement¹⁴ (Bouilly). Dans le cas burkinabé (Saint-Lary), les femmes « intellectuelles francophones de deux associations islamiques (AEEMB et CERFI) s'emparent de l'approche genre pour rendre visible et audible leur combat pour l'égalité des sexes ». Plusieurs de ces stratégies marquent un entre-deux – entre indépendance et dépendance, entre résistance et compromis – qui ne peut s'apparenter ni à de la passivité ni à une réelle prise de pouvoir, tout au moins à une quête de changement. Tout cela atteste en réalité de la complexité, de la lenteur et de la sinuosité des processus d'émancipation.

À travers ces stratégies, la plupart des contributions traitent des relations de genre dans des contextes difficiles avec des normes sociales contraignantes. Ce qui ressort en premier est la stratégie « (de ne pas) s'opposer explicitement et ouvertement aux normes sociales en vigueur » (Hainard et Verschuur, 2003 : 537) – à quelques exceptions près (le cas burkinabé relaté par Saint-Lary) – voire à même les adopter pour un temps plus ou moins long (Ouganda du Nord, Niger), normes qui se résument ainsi : mise en exergue des devoirs conjugaux et maternels des femmes dans la sphère domestique avant la revendication de leurs droits ce qui conduit à rendre encore visible une représentation conservatrice de la figure féminine (Rwanda et Ouganda du Nord), défense du principe de l'égalité entre les sexes par la complémentarité afin de préserver « l'intégrité des familles » et promouvoir l'humilité de la femme par les femmes même si elle est le soutien de la famille (Rwanda)¹⁵, passer par le jeu des négociations avec leurs époux après leur mariage et leurs grossesses pour ne pas voir hypothéquer leurs carrières militantes dans le

12. Comme le souligne Parpart, « While empowerment is often a local affair, the local is embedded in the global and the national, and vice versa » (2002 : 341).

13. Dans ce cas de figure, Hainard et Vershuur parlent de « stratégie de la non concurrence avec les hommes, de la non contestation des usages » (2003 : 537).

14. Via un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) qui a l'avantage d'être souple en termes de création et de gestion.

15. Concernant l'humilité, voir aussi Pinard (2016).

développement et trouver un équilibre entre activités militantes et responsabilités conjugales et matrimoniales dans un souci de préserver l'image d'Épinal de « bonne mère » et de « bonne épouse » (Sénégal). À travers ces cas particuliers, on est entre une révolution détournée – dans la mesure où il y a soumission –, une « révolution silencieuse » (Locoh, 1996) ou « de velours » (Hainard et Verschuur, 2003 : 537) lorsqu'est utilisée l'humilité et une « révolution assumée ».

L'émancipation féminine se voit entravée, voire stoppée, car des femmes doivent faire face à des hiérarchies sociales contraignantes imposées par la société (cas de Langwen, femme seule et relativement pauvre, relaté par Vorhölter) ou par les parents (différence de traitement dans les familles entre garçons et filles qui sont enlevées de l'école pour subvenir aux besoins familiaux, cas relaté par Masquelier au Niger), faire face à la suprématie masculine aux postes à responsabilité (cas de NASFAT au Nigeria) malgré l'activisme des femmes (planification, investissement), à l'imposition de l'autorité masculine dans le cadre familial (cas de Aci relaté par Volhölter en Ouganda du Nord) ce qui conduit à de fortes tensions au sein des familles. Ce dernier aspect permet de creuser la dimension intime et psychologique des trajectoires féminines et par là même de percevoir les tensions entre leurs aspirations (rester à l'école au Niger, formuler des ambitions professionnelles en Ouganda du Nord, trouver un mari au profil professionnel rémunérateur au Niger ou diplômé, chrétien ou polygame suivant le vécu passé des femmes au Nigeria) et les réalités vécues au quotidien (filles retirées de l'école, mariage précoce, grossesse non voulue et prématurée).

Ces différents cas de figure conduisent plusieurs auteurs à traiter de la dimension intergénérationnelle, point qui demeure peu abordé dans la littérature. Car, ces normes et hiérarchies sociales conduisent non seulement à des tensions entre générations (le fait d'imposer des normes religieuses conduit à des tensions entre les filles « modernes » et leurs parents au Niger) et au sein d'une même génération (entre garçons et filles, entre fille et autorité masculine) (Ouganda du Nord), mais aussi à rendre compte des visions contradictoires entre générations (par exemple celle de la guerre vs celle d'après-guerre en Ouganda du Nord), sur la vie de famille (nombre d'enfants pour une bonne prise en charge), le mariage (monogamie/polygamie) et les relations sexuelles (expériences traumatisantes des femmes dans les camps¹⁶, choix difficile d'un partenaire dans un contexte de pandémie du sida, relations de fidélité). Ceci permet de percevoir le regard critique de la nouvelle génération sur les pères et les époux dans un contexte de violences conjugales et de forte précarisation qui a conduit à l'interruption de la scolarisation pour les enfants et d'appréhender le regard admiratif des filles sur leurs mères qui se sont montrées soumises à leurs époux et qui ont dû être confrontées à

16. Promiscuité, prostitution ou expériences sexuelles transactionnelles.

des difficultés quotidiennes en tant que mère, grand-mère et coépouse (Ouganda du Nord).

Au fil de la lecture des différentes contributions, on s'aperçoit aussi que, dans certains cas, les contraintes n'émanent pas uniquement de rapports de genre difficiles mais aussi des rapports de pouvoir entre femmes. C'est le cas de la relation entre *leaders* locales alphabétisées (exemples parfaits d'ascension individuelle) ayant pour rôle d'imposer le féminisme d'État et paysannes rwandaises sans responsabilité politique (Buscaglia) qui conduit à faire perdurer l'autoritarisme étatique, les hiérarchies sociales et, contre toute attente, à discerner certaines solidarités entre classes sociales (*leaders* et paysannes).

Dans d'autres cas, des femmes et notamment des jeunes filles sont aussi affublées d'images stéréotypées (sujets possédés par le Mal pour avoir souscrit au référentiel culturel occidental) et identifiées comme des « filles modernes » pour avoir des comportements qui contreviennent à la figure pieuse (taxées de libertinage et critiquées pour avoir choisi une mode vestimentaire aguichante) et pour suivre leur scolarisation dans des écoles laïques. Ces filles parviennent difficilement à s'en dissocier, tant les pressions sociales et les dénigrement venant des mouvements religieux prosélytes et des parents sont forts et, tant les appels à la moralisation des mœurs sont audibles et coercitifs (Masquelier pour le Niger, Vorhölter pour l'Ouganda du Nord). C'est ainsi qu'à travers ces situations, les auteures montrent que la femme est taxée d'être la cause du mal et de dépraver la société tout entière (Niger, Ouganda du Nord), ce qui conduit les femmes à être placées au centre des enjeux et des débats sociétaux; du même coup, les rapports de genre et le statut de la femme n'évoluent que très lentement et par à coup. Les auteurs montrent à quel point les femmes font face à des tabous (tabou de la virginité avant le mariage par exemple) et des peurs (peur des parents de voir leurs filles adolescentes avoir une vie sexuelle hors mariage précoce et tomber enceintes, cas du Niger relaté par Masquelier)¹⁷. Cela a des conséquences sur les trajectoires des jeunes femmes et notamment dans leurs parcours scolaires ce qui a des effets sur leurs cheminements professionnels et par extension sur leur émancipation économique et statutaire.

À l'inverse, devant la montée des mouvements religieux prosélytes, de nouveaux profils de femmes deviennent visibles qui privilégient certaines normes en lien avec la piété soit l'humilité, la modestie, un autre rapport au corps (du port du *hijab* au voile intégral ou *niqâb*) ou une quête identitaire par le religieux en mettant l'accent sur les bienfaits de l'école coranique (Masquelier pour le Niger). Les rapports de genre apparaissent ici clivés dans la mesure où des discours tant de prêcheurs locaux que de femmes voilées au Niger défendent le fait que grâce au port du voile, les

17. Pour les normes de genre et double standard, voir Calvès et Adjamagbo (2014).

femmes peuvent circuler librement en ville sans être ennuyées par les hommes. Masquelier souligne d'ailleurs que le processus de subjectivation est tout aussi fort chez les « filles modernes » (assumant leur façon « mode » de s'habiller) que chez les filles voilées (symbole de piété) et semble être d'autant plus affirmé que les discours des prêcheurs locaux sont comminatoires dans la mesure où ils appellent très directement au respect de la normativité (port du voile par exemple). Ces cas de figure correspondent en fait à la définition du concept de *compliant agency* vu plus haut.

Parallèlement à cela, en dépit du fait que les femmes n'occupent pas des postes à responsabilité dans le NASFAT (Nigeria), leur visibilité par leur activisme les a conduit à performer dans l'exercice de la *da'wa*, à rendre visible leur savoir et par là même à négocier une nouvelle place dans le paysage religieux (voir concept de *performativity* cité plus haut), place critiquée par les représentants de l'islam soufi au Nigeria (Marloes). Ce cas tend à faire penser qu'il correspond aussi à la définition du concept de *pious agency* vu précédemment. Cette correspondance est d'ailleurs renforcée lorsque sont analysées les stratégies pour mettre en contact des jeunes célibataires. D'une part, le NASFAT fait la promotion des bienfaits de la rencontre « halal » entre de futurs jeunes époux dans la perspective de trouver des solutions à ceux-ci qui sont en quête d'un bon partenaire et de les marier suivant le dogme religieux en vigueur pour éviter la fornication et d'autres mœurs considérées comme déviantes en islam (Nigeria). D'autre part, dans les stratégies mises en œuvre, les jeunes époux sont questionnés sur leurs attentes de ce qui pourrait être le/la bon/ne époux/se. On invite la candidate au mariage à répondre à des normes sociales telles que l'obéissance et la persévérance et le candidat à avoir une vie saine et à prendre conscience de ses futures responsabilités comme époux (Marloes).

Pour la deuxième partie de l'ouvrage, voyons plus en détail le contenu des trois contributions. Celle de Vorhölter souligne les évolutions des rapports de genre dans la société acholi en Ouganda du Nord à travers des témoignages de la génération qui a vécu la guerre. L'auteure montre dans quelle mesure cette génération veut rompre avec les modèles familiaux de leurs parents (relations de couple, entre père/enfants) au regard des difficultés financières vécues pendant et après la guerre. Vorhölter analyse aussi comment l'expérience des camps a changé les rapports au corps. Face à ce contexte émergent des visions ambivalentes au sein de cette génération : d'un côté, est mis en exergue le portrait de la femme idéale respectueuse des traditions et de l'homme pourvoyeur économique en adéquation avec les normes sociales d'antan et de l'autre côté, est admise, pour la femme, une ascension sociale par l'éducation et l'emploi. Finalement, à travers deux itinéraires de vie de femmes, l'auteure rend compte de ces ambivalences et des tentatives pour acquérir une autonomisation malgré diverses contraintes.

La contribution de Buscaglia analyse les contours du féminisme d'État au Rwanda, stratégie d'encadrement de la société pour la faire adhérer aux principes de l'« Unité » et de la « Réconciliation ». Dans ce contexte, le Conseil National des Femmes (CNF) joue un rôle central dans la valorisation de la femme rurale alphabétisée, aux responsabilités politiques locales, militant dans le tissu associatif et coopératif, s'engageant dans le développement local et dans la mise en exergue de la femme citoyenne idéale qui, par essence, rétablit la paix dans les ménages, le vivre-ensemble en dépassant les clivages ethniques. L'auteure souligne alors des normes sociales respectées dans la sphère domestique tout comme le sont les hiérarchies sociales entre gouvernantes (représentantes du CNF) et gouvernées (paysannes). Pour autant, elle relève des cas de femmes résistant silencieusement à cet encadrement de la société et à cet *empowerment* imposé par le haut ou se jouant de cela.

Pour sa part, Bouilly analyse ce qui a favorisé l'entrée en carrière de femmes dans le développement au Sénégal depuis 1990 : l'héritage social et militant de la famille, leur profil de scolarisées, leur militance aux plans politique et local et la mise en concordance de leurs compétences professionnelles avec leurs activités de développement. Bien que les politiques de promotion de la femme et du genre, les réformes territoriales, la privatisation de l'économie soient d'autres éléments à considérer, l'auteure met surtout en évidence les tactiques de Sénégalaises pour devenir des « femmes de développement » à des moments spécifiques de leur vie. Est visible le double souci de concilier obligations familiales et activités professionnelles et de militance et de ne pas contrevenir aux normes sociales dans les sphères privée et publique. Ces femmes démontrent néanmoins leur capacité d'entrepreneuriat en entrant dans le développement après des moments de rupture dans leur vie.

Afin d'entrer dans le détail des forces et limites de l'*agency*, regardons de plus près le contenu des trois contributions qui composent la troisième partie de l'ouvrage. Celle de Marloes analyse les stratégies mises en œuvre par un mouvement très influent de l'islam réformiste au Nigeria (NASFAT) pour permettre à des jeunes de l'élite d'entrer en union matrimoniale, dans un contexte où ils rencontrent des difficultés pour fonder une famille et sont les cibles tant des mouvements chrétiens que musulmans. L'auteure démontre ainsi des ambivalences : les femmes sont à l'avant-garde du militantisme dans ce mouvement et y deviennent la clientèle-cible; les principes de la femme soumise – archétype de la bonne mère et épouse –, de l'homme comme pourvoyeur, de la séparation des sexes et de l'absence de contact charnel hors du mariage sont mis en exergue dans les discours; mais à la fois les manières d'identifier des profils de jeunes pour préparer des unions transcendent les pratiques matrimoniales traditionnelles. Il reste que Marloes souligne un décalage entre ces principes et les difficultés réelles pour concrétiser un mariage

d'amour ce qui amène à des compromis où l'émancipation féminine demeure un vrai défi.

La contribution de Masquelier analyse, dans un contexte de montée de la piété par l'action du mouvement islamique réformiste Izala au Niger, ce que révèlent des cas de crises de possession de jeunes filles scolarisées. Considérées comme éloignées du modèle de la femme pieuse et donc ne pouvant plus bénéficier de la protection divine, elles sont stigmatisées. Ceci conduit à des tensions dans les rapports de genre et au débat sur l'influence controversée de l'éducation laïque au secondaire sur des jeunes filles et sur la poursuite ou non de leur scolarité. Dans ce contexte, l'auteure souligne qu'elles vivent un profond dilemme. En effet, elles veulent à la fois répondre à leurs aspirations d'autonomisation et de mobilité sociales via l'école, œuvrer pour une parité de genre dans la société et faire la synthèse entre moralisation, savoir religieux, modernité et réalisation de soi tout en tenant compte des normes sociales. Celles-ci consistent à mettre de l'avant l'importance du mariage précoce, le fait de devenir mère et de répondre au modèle de la femme pieuse comme garantie d'une stabilité sociale dans un contexte de forte religiosité et de méfiance envers le référent occidental.

Le texte de Saint-Lary commence par dresser un historique de la mise en œuvre des « politiques du genre » par l'État burkinabé. Puis l'auteure analyse comment deux associations de musulmans francophones lettrés (AEEMB et CERFI), qui ont su s'imposer, depuis les années 1990, dans un paysage islamique très hétérogène, s'impliquent dans la question de la promotion féminine (lutte contre l'excision et les mariages forcés, régulation des naissances) suite à l'appel des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds internationaux. Elle montre que les cellules féminines de ces deux associations ont profité de ce contexte favorable pour impulser diverses activités dans lesquelles sont partagées des opinions sur les relations hommes-femmes. L'objectif est de prendre le contre-pied d'une lecture patriarcale des textes religieux pour dénoncer la domination masculine dans les relations conjugales. L'éducation islamique est ainsi vue comme la première des priorités pour faire valoir les droits des femmes. Le salariat des femmes est aussi largement revendiqué, clé de l'émancipation féminine.

Concernant le rapport entre femmes et migrations, dernier volet traité dans cet ouvrage, certains constats émergent de la littérature. Les femmes ont toujours migré, mais sont restées jusqu'au milieu des années 1970 invisibles dans les études (DeLaet, 1999; Morokvasic, 1984, 2008; Morokvasic et Catarino, 2007; Pedraza, 1991; Simon et Brettell, 1986). L'homme est souvent considéré comme la figure du migrant par excellence, pourvoyeur d'argent alors que la jeune fille est réduite à l'image de l'individu confié à un parent à l'étranger et dans un autre pays africain. De leur côté, la mère et épouse migre pour répondre à la volonté de son époux dans le contexte du regroupement familial, symbolisant du

même coup la figure de la migrante « passive », recluse voire victime en subissant la migration (Kofman, 1999).

Après des études pionnières dans les années 1980, des travaux se sont multipliés sur la féminisation des courants migratoires à partir des années 1990-2000 et les nouvelles dynamiques que cela a produites (Chant, 1992; Cossée, Miranda, Ouali et Séhili, 2012; Donato *et alii*, 2006; Morokvasic-Muller, Erel et Shinozaki, 2003; Kelson et DeLaet, 1999; Oso Casas, 2005; *REMI*, 1999, 2005; Roulleau-Berger, 2010; Willis et Yeoh, 2000; Morrison, Schiff et Sjöblom, 2008) en portant l'attention sur travail et féminisation des migrations en Occident (Europe et États-Unis) (Kofman *et alii*, 2000; Zaidman, 2000; *Les Cahiers du CEDREF*, 2000, 2004, 2008; Hersant et Zaidman, 2003; Morokvasic, 2004; Verschuur et Reysoo, 2005), sur femmes et transnationalisme (voir notamment Catarino et Morokvasic, 2005; *Les Cahiers du CEDREF*, 2008; Pessar et Mahler, 2003) avec un intérêt appuyé pour les trois thématiques suivantes : le travail domestique, les emplois du *care* dans le contexte de la division internationale du travail, la prostitution et la traite des femmes (Dussault, 2005; Ehrenreich et Hochschild, 2003; Lean, 2010).

Depuis plusieurs années, la littérature s'est penchée, mais de façon inégale, sur plusieurs thématiques : les conditions dans lesquelles les femmes migrent, la situation des épouses des migrants qui doivent gérer l'absence de leur époux et subir, affronter ou encore confronter la famille de leur époux, le sort contrasté des migrantes à leur retour (bénéfices financiers vs confrontation aux normes sociales) et les effets de la migration sur la stabilité des unions. Aussi, un nouveau champ de recherche porte sur les migrations féminines entre et dans les Suds dans lesquels il est souligné à la fois leur importance de plus en plus croissante, leur hétérogénéité, la reproduction et transformation de schémas migratoires anciens et leur empreinte dans les quartiers des villes dans lesquelles elles commercent. Il est observé que les femmes migrent de plus en plus seules, s'occupent à distance de leur famille, témoignent de flexibilité, d'adaptabilité et d'*agency* en sachant s'insérer dans des réseaux transnationaux et internationaux (dans les pays du Golfe¹⁸, en Asie¹⁹ et en Amérique latine²⁰) et activer les réseaux de solidarités afin de tenter de tirer leur épingle du jeu alors qu'elles ont été confrontées très durement à la mise en place des PAS et de ses effets (Falquet *et alii*, 2010).

La quatrième et dernière partie de ce collectif, intitulée « Itinéraires et expériences de femmes dans les réseaux transnationaux et migratoires » s'inscrit dans les nouveaux intérêts de la recherche listés plus haut et plus

18. Voir notamment les travaux de Blandine Destremeau et Bendiab (1991).

19. Voir notamment les travaux de Sylvie Bredeloup.

20. Voir notamment Flores (2012) et Minvielle (2013).

particulièrement dans le prolongement d'un numéro spécial de la revue *Tiers-Monde*, « Travail, femmes et migrations dans les Suds » (2014) dans lequel l'accent est mis sur la diversité des trajectoires de femmes dans les Suds et entre les Suds, la « multiplicité d'espaces » (Borgeaud-Garciandia et Georges, 2014 : 12), « l'effet décisif de l'histoire » et « les articulations générationnelles, familiales ou individuelles entre schémas migratoires » (2014 : 16). En effet, les contributions de ce collectif rendent compte de la visibilité et de la pertinence de la thématique migratoire féminine dans la production scientifique (Coquery-Vidrovitch). Elles soulignent l'importance en volume des mobilités féminines (Mondain) même si les autorités politiques ont pendant longtemps nié ou dévalué leur poids (Rodet et County). Elles rappellent que ces mobilités et migrations s'inscrivent dans une continuité historique (Rodet et County, Marfaing) en étant le prolongement de ce qui était observable sous la colonisation, à la faveur de relations familiales transfrontalières et de constructions communautaires transnationales (Rodet et County), mais aussi dans la continuité de flux migratoires liés aux réseaux commerciaux dans lesquels les femmes ont toujours montré leur participation active (Coquery-Vidrovitch, Rodet et County, Barreau, Marfaing) et liés aux réseaux religieux (confrériques, pèlerinage) (Marfaing).

Ces migrations sont intimement liées aux contextes politiques, socio-économiques et culturels aux plans national et international et plus particulièrement aux transformations des sociétés urbaines africaines confrontées à une forte précarité (Barreau). Plus globalement, elles sont liées au contexte de « féminisation de la survie » dans lequel s'observe le rôle croissant et central des femmes « dans une nouvelle économie politique alternative » (Sassen, 2010 : 29). Au point que Barreau identifie les stratégies commerciales des commerçantes angolaises pauvres pour une clientèle pauvre comme s'inscrivant dans une économie du « *poor to poor* ».

Par ailleurs, ces mobilités mettent en exergue des profils divers au plan social (catégories sociales très modestes en Angola, parfois pas toutes pauvres et issues de familles commerçantes)²¹, matrimonial (célibataires, mariées, divorcées ou veuves) et de l'âge à travers lesquels émergent des stratégies à différentes échelles (nationale, transnationale, internationale). Cela rend compte d'individus qui « franchissent ou se jouent des frontières²² » et « sont mobiles, circulent, migrent afin de rester chez eux, s'installent dans la mobilité » (Catarino et Morokvasic, 2005). Certaines comme Ndeye rêvent tout simplement de partir, peu importe la

21 . Diallo dresse le même constat en parlant d'extension de l'activité commerçante aux femmes de toutes les couches sociales depuis les années 1990 (2014 : 101). Marfaing souligne, dans ce collectif, que pour la période actuelle, les migrantes sénégalaises sont majoritairement diplômées.

22. Mondain parle même de femmes migrantes illégales.

destination (Mondain), car l'objectif est de « chercher l'argent ». Toutefois, son témoignage montre que l'envie de migrer n'est pas irrépressible, répondre aux normes sociales l'est davantage : si le mari est trouvé, le projet migratoire ne serait plus d'actualité. Ainsi, cet exemple retient l'attention dans la mesure où il fait office d'exception par rapport aux autres expériences vécues.

Ces femmes migrantes témoignent de stratégies et d'initiatives individuelles diversifiées²³ et plus ou moins émancipatrices en fonction de plusieurs conditions: la capacité des femmes à résister à des politiques coercitives de mobilité (Coquery-Vidrovitch, Rodet et County), à s'adapter aux discriminations raciales (Marfaing, Barreau) suivant leur flexibilité devant les opportunités politiques et économiques (Rodet et County, Barreau, Marfaing), à s'adapter aux logiques de la mondialisation et aux contraintes imposées par les législations, les lois du marché et les règlements douaniers (Barreau, Marfaing). On peut parler, pour certaines femmes, de « parcours mondial » (Dahinden *et alii*, 2007 : 7), comme c'est le cas pour les commerçantes sénégalaises (Marfaing) et angolaises (Barreau). Cette flexibilité permet de mesurer leurs capacités d'entrepreneuriat et d'innovation (Barreau, Marfaing) et ainsi de mesurer les contours et limites de leur *agency* dans un contexte d'hyper-concurrence.

Ces contributions analysent aussi les effets socio-économiques et statutaires pour les femmes et leurs familles qui migrent et en filigrane les stratégies matrimoniales à travers lesquelles les femmes jouent un rôle majeur et décisionnel de premier plan. Car, ces mobilités sont à comprendre en fonction des relations intergénérationnelles (Rodet et County, Marfaing, Barreau). Les mères de ces commerçantes migrantes ont joué un rôle central pour « baliser » l'itinéraire de leurs filles et la transmission des savoir-faire est une donnée incontournable pour la mise en réseautage et le renforcement de l'entrepreneuriat féminin entre générations (Marfaing). L'exemple des sœurs qui ont migré et qui influencent les autres sœurs pour se lancer dans l'aventure de la migration est aussi souligné et l'exemple des frères hébergeant leur sœur nouvellement migrante à son arrivée en Italie montre que l'autonomisation féminine passe par le filtre familial (Mondain). Mais au-delà du fait que le projet migratoire est un projet qui mobilise la famille, il est aussi et surtout un projet de réussite personnelle et pour la descendance : c'est le cas d'Adama relaté par Mondain qui a pour objectif de construire une maison pour abriter ses enfants et sa mère²⁴. Alors que dans le cas angolais, la méfiance entre commerçantes est de règle ce qui conduit à une transmission des savoir-faire plus individuels (de femme à

23. Voir aussi Bredeloup (2012).

24. Concernant le projet de maison, voir aussi Pinard (2016).

femme) et non au sein d'un groupe de femmes ce qui réduit considérablement l'existence des tontines (Barreau).

Ces mobilités sont aussi à appréhender en fonction des rapports de genre (Coquery-Vidrovitch), dimension souvent délaissée dans l'historiographie (Catarino et Morokvasic, 2005). Deux dimensions de ces rapports de genre sont mises en exergue dans la plupart des contributions et relatent des situations qui invitent à proposer une lecture nuancée des sociétés observées. Marfaing souligne que migrer pour les femmes était mal vu par leurs époux jusqu'à la fin des années 1980²⁵ – excepté lorsqu'elles migrent par piété (pèlerinage au Maroc) – et les obligeait à utiliser leur talent de persuasion. Il est relaté aussi le regard malveillant du voisinage par jalousie (Barreau). Cela rejoint l'idée de Natacha Borgeaud-Garciandia et Isabel George selon laquelle « la décision de migrer est le fruit de négociations, de décisions, d'une organisation familiale prise avec la famille d'origine ou constituée » (2014 : 10). Mondain relève toutefois le cas original d'Adama qui n'a pas eu à négocier avec son époux puisque celui-ci l'a mariée en tant que seconde épouse alors qu'elle était déjà migrante. Celle-ci témoigne d'ailleurs d'une réelle autonomie, d'une solide liberté de mouvement et d'une vision particulière et assez peu courante de la polygamie pour être considérée comme une solution aidant à renforcer sa mobilité. Dans un autre cas, la négociation n'a pas eu lieu : pour Aïda, le divorce a été le viatique pour mener librement ses activités commerciales entre le Sénégal et l'Italie et elle transmet cet esprit d'autonomie à sa fille vis-à-vis de son époux (Mondain).

Par ailleurs, dans le cas où la perception de la migration évolue positivement, où les femmes participent activement à la survie des ménages au point d'être devenues chefs de famille (Oso et Catarino, 1996) et indépendantes économiquement parlant, les rapports de genre se modifient néanmoins lentement²⁶. Les femmes migrantes ne mettent pas en avant leur réussite pour ne pas confronter les normes sociales selon lesquelles les hommes sont les soutiens de famille même si en réalité les femmes le sont de plus en plus mais officieusement (Mondain). La division du travail au foyer reste immuable avec une lourde charge pour les femmes dès lors qu'il leur est impératif de concilier leurs identités de « bonnes mères » de famille (ces femmes se font un devoir de payer les frais d'école avant leur départ) et d'épouses. Barreau souligne d'ailleurs l'idée de « *Superwoman* » liée au constat de la double journée²⁷. Les migrantes cherchent même des solutions, le temps de leur absence, pour

25. Les commerçantes algériennes vivent la même chose, voir Manry (2006).

26. Voir Hainard et Verschuur (2003) et dans un contexte plus global, voir Morokvasic (2010).

27. Ce modèle n'est pas propre à la vie des commerçantes, voir Adjamagbo, Gastineau et Kpadonou (2016).

gérer le quotidien auprès de leurs coépouses (Marfaing)²⁸ et confier leurs enfants auprès d'un membre de la famille (Barreau, Mondain). Toutefois, au fil des témoignages de migrantes, il n'est pas rare de voir que l'époux ou un membre de la famille proche (frère) élargie (oncle) les aide économiquement pour se lancer en affaire (Marfaing) ou de voir l'époux participer au bon déroulement des activités commerciales de sa femme à son retour afin de faire écran face au regard suspicieux du voisinage (Barreau). Le remboursement du prêt fait d'ailleurs la fierté de ces migrantes comme gage de leur émancipation économique.

Toutefois, en développant un aspect de la recherche moins abordé, le revers de la médaille est aussi montré en analysant le vécu des femmes qui ont été mariées à des migrants et qui, en l'absence de l'époux, ont été confrontées à une plus grande dépendance économique ce qui a généré une suite de frustrations voire de conflits avec la belle-famille, aboutissant dans plusieurs cas à des divorces (le cas du Sénégal relaté par Mondain). Deux éléments retiennent l'attention et soulignent une situation contrastée : ces femmes n'ont connu aucune situation d'émancipation bien au contraire et à la fois, certaines d'entre elles ont su s'extraire du poids des normes sociales (poids des contraintes des familles traditionnelles) et forcer leur destin pour retrouver leur liberté en passant par le divorce. Le plus intéressant réside dans le fait qu'à travers des expériences vécues de ces femmes divorcées de migrants, elles ont remis en question les normes sociales qui tendaient à les pousser à témoigner de la patience, de la soumission envers l'époux souvent absent.

Regardons de plus près maintenant le contenu des quatre contributions. Le texte de Coquery-Vidrovitch dresse un bilan historiographique sur les migrations africaines féminines, sujet qui reste encore à explorer notamment pour le temps colonial. L'auteure souligne la diversité des types de migrations, l'importance des cas de migrations féminines dites « passives », pour suivre leur famille ou pour se marier et la prégnance des migrations rurales de travail. Des cas de migrations individuelles, signes de femmes en quête d'émancipation, ont aussi existé bon an mal an dès la fin du XIX^e siècle, malgré le conservatisme suspicieux des coloniaux, des missionnaires et des pouvoirs africains. L'Afrique du Sud est ainsi considérée par l'auteure comme un cas remarquable, car les femmes ont résisté aux mesures coercitives contre la mobilité, soit le *pass*, jusqu'en 1955. Elle montre aussi que cette émancipation féminine a suivi son cours avec les migrations des femmes en ville, l'ampleur du salariat féminin, notamment en Afrique de l'Ouest, à partir des années 1930 et son accélération depuis les années 1980 sans oublier les migrations à l'échelle transcontinentale et internationale.

28. Mondain souligne en revanche les conflits ouverts avec les coépouses pour le cas d'Aïda.

La contribution de Rodet et County se penche sur les effets sociaux de la fin de la Fédération du Mali et de la politique autoritaire de Modibo Keita. Les auteurs font état de diverses prises de position de femmes : leur contestation des conditions de rapatriement des cadres et ouvriers du chemin de fer Dakar-Niger et de leurs familles et du retour des familles anciennement installées au Sénégal, leurs stratégies de contournement et leurs protestations face à la politique de contrôle de leur mobilité et activités commerciales le long de la ligne du chemin de fer Dakar-Niger, leurs projets migratoires et familiaux pour faciliter leurs activités commerciales. Les auteurs soulignent aussi d'autres réalités qui tiennent compte de la résistance des femmes devant l'autoritarisme politique sur plusieurs plans : plusieurs cas d'emprisonnement de femmes pour avoir abandonné leurs domiciles conjugaux et donc contrevenu à la politique de moralisation de la société et des signes de protestation suite à une politique d'encadrement du militantisme féminin dans les années 1960.

Mondain, quant à elle, cadre son analyse dans la petite ville de Kebemer au Sénégal marquée par une forte migration masculine depuis la fin des années 1980. L'auteure confronte deux études menées en 2007 et en 2012 pour analyser les expériences vécues de femmes qui respectivement gèrent l'absence de l'époux et des ménages éclatés. Elle part d'abord du constat que les Sénégalaises sont de plus en plus nombreuses à migrer, mais que les raisons de leur migration ont évolué. Elles migraient pour des raisons familiales puis ont migré pour des raisons professionnelles. L'auteure souligne, par ailleurs, le manque d'autonomie de certaines femmes et des tensions avec la belle-famille ou les coépouses dans un contexte de migration de leur époux et, pour certaines, de leurs aspirations à gagner leur liberté économique et statutaire en faisant le choix de migrer à leur tour comme un projet d'affirmation de leur individualité. Afin de creuser les projets individuels, Mondain analyse trois expériences de femmes : celle d'une migrante de retour, celle d'une migrante en visite et celle d'une femme aspirant à la migration.

La contribution de Barreau analyse les trajectoires de cinq Angolaises au profil social modeste qui font du commerce d'habillement dans un pays meurtri par une longue guerre civile et fortement dépendant des importations. L'auteure identifie les circonstances qui ont amené ces femmes à mener des activités commerciales aux niveaux local, transnational et international. L'auteure souligne certains mécanismes internes de cette « économie de survie globalisée » qui rend compte de la fragilité de l'autonomisation socio-économique de ces femmes. À travers leurs stratégies commerciales, l'auteure montre à la fois leur flexibilité et leur précarité compte tenu des demandes fluctuantes de la clientèle, de la forte concurrence dans l'import-export, de l'incertitude des gains en raison de la demande, des coûts reliés au commerce (transports, visa, douane) et au quotidien (scolarité des enfants). Outre ces contraintes, en traitant de la conciliation travail-famille et du regard envieux du voisinage

en réaction à la mobilité de ces femmes, l'auteure souligne le poids des normes sociales et la lente évolution des relations de genre.

Enfin, le texte de Marfaing aborde les trajectoires de douze commerçantes sénégalaises se rendant en Chine. L'auteure rend compte de l'évolution du poids des normes sociales auquel ces femmes ont dû faire face pour faire accepter leurs activités par leur famille et rend compte de la diversité de leurs stratégies (parrainage entre femmes, transmission des savoir-faire entre générations, utilisation de logiques commerciales anciennes en les innovant, progressive internationalisation des activités par cercles concentriques en fonction des gains acquis, parfaite connaissance de l'offre commerciale en Chine). Ainsi, elle relève l'importance du lien entre pèlerinage et commerce avec le rôle pivot du Maroc, l'internationalisation des activités commerciales (vers l'Europe et les États-Unis dans les années 1960, la Turquie dans les années 1980, le Moyen-Orient dans les années 1990 puis l'Asie dans les années 2000) ainsi que l'adaptation du commerce de relais à de nouvelles pratiques commerciales pour gagner en temps et en efficacité au point de voir les femmes diversifier fortement leurs activités et devenir totalement autonomes ce qui atteste de leur entrepreneuriat.

Bibliographie

- ADJAMAGBO, Agnès, GASTINEAU, Bénédicte et KPADONOU, Norbert, « Travail-famille : un défi pour les femmes à Cotonou », *Recherches féministes*, 29, 2, 2016, p. 17-41.
- ADJAMAGBO, Agnès et CALVÈS, Anne-Emmanuèle, « L'émancipation féminine sous contrainte », *Autrepart*, 2, 61, 2012, p. 3-21.
- ALI, Zahra, *Féminismes islamiques*, Paris, La fabrique éditions, 2012.
- ALLMAN, Jean, GEIGER, Susan et NAKANYIKE, Musisi, « *Women in African Colonial Histories: An introduction* », in ALLMAN, Jean, GEIGER, Susan et NAKANYIKE, Musisi (éd.), *Women in African Colonial Histories*, Bloomington, Indiana University Press, 2002, p. 1-15.
- ALSOP, Ruth, BERTELSEN, Mette et HOLLAND, Jeremy, *Empowerment in Practice: from Analysis to Implementation*, Washington, D.C., The World Bank, 2006.
- AMRANE, Djamilia, *Les femmes algériennes dans la guerre*, Paris, Plon, 1991.
- , *Des femmes dans la guerre d'Algérie*, Paris, Karthala, 1996.
- BADRAN, Margot, *Feminism in Islam: Secular and Religious Convergences*, New York, Oneworld, 2009.
- BARTHÉLÉMY, Pascale, CAPDEVILA, Luc et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Femmes, genre et colonisations », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 33, 2011, p. 7-22.

- BENADADA, Assia, « Les femmes dans le mouvement nationaliste marocain », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 9, 1999.
- BENDIAB, Aïcha, « Femmes et migration vers les pays du Golfe : remarques sur l'état de la recherche », in FRIEDMANN, Büttner et BEAUGÉ, Gilbert (dir.), *Les migrations dans le monde arabe*, Paris, CNRS, 1991, p. 111-122.
- BERGER, Iris, « African Women's History : Themes and Perspectives », *Journal of Colonialism and Colonial History*, 4, 1, 2003.
- BISILLIAT, Jeanne, « Lutttes féministes et développement : une perspective historique », in BISILLIAT, Jeanne et VERSCHUUR, Christine (dir.), *Le Genre: un outil nécessaire : une introduction à une problématique*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 19-29.
- BORGEAUD-GARCIANDIA, Natacha et GEORGES, Isabel, « Travailleuses en migration dans "les suds" : déplacements de regards, reconfigurations de l'objet? », *Revue Tiers Monde*, 1, 217, 2014, p. 7-24.
- BOUILLY, Emmanuelle et RILLON, Ophélie, « Relire les décolonisations d'Afrique francophone au prisme du genre », *Le Mouvement social*, 2, 255, 2016, p. 3-16.
- BREDELOUP, Sylvie, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation? », *Autrepart*, 2, 61, 2012, p. 23-39.
- BURKE, Kelsey, « Women's Agency in Gender-Traditional Religious: A Review of Four Approaches », *Sociology Compass*, 6, 2, 2012, p. 122-133.
- CALVÈS, Anne-Emmanuèle, « "Empowerment" : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, 4, 200, 2009, p. 735-749.
- CALVÈS, Anne-Emmanuèle et ADJAMAGBO, Agnès, « Genre et famille en Afrique », *Cahiers québécois de démographie*, 43, 2, 2014, p. 205-220.
- CATARINO, Christine et MOROKVASIC, Mirjana, « Femmes, genre, migration et mobilités », *REMI*, 21, 1, 2005, p. 7-27.
- CHANT, Sylvia (éd.), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and New York, Bellhaven Press, 1992.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, « Des femmes colonisées aux femmes de l'indépendance », in LOCOH, Thérèse (dir.), *Genre et sociétés en Afrique. Implications pour le développement*, Paris, Institut Nationale d'études démographiques, 2007, p. 69-99.
- , *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e au XX^e siècle*, Paris, Desjonquères, 1994.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine et THÉBAUD, Françoise (dir.), « Femmes d'Afrique », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, 6, 1997.
- COSSÉE, Claire, MIRANDA, Adelina, OUALI, Nouria et SÉHILI, Djaouida (dir.), *Le genre au cœur des migrations*, Paris, Éditions Petra, 2012.
- DAHINDEN, Janine *et alii*, « Migrations : genre et frontières – frontières de genre », *Nouvelles Questions Féministes*, 26, 1, 2007, p. 4-14.

- DELAET, Debra L., « Introduction : The Invisibility of Women in Scholarship on International Migration », in KELSON, Gregory A. et DELAET, Debra L. (éd.), *Gender and Immigration*, New York, New York University Press, 1999, p. 1-17.
- DIALLO, Aïssatou, « Yakaar, Dakar-Dibaï-Guangzhou : trajectoires des commerçantes de Dakar », *Revue Tiers Monde*, 1, 217, 2014, p. 87-112.
- DONATO, Katharine M. *et alii*, « A Glass Half Full? Gender in Migration Studies », *International Migration Review*, 40, 2006, p. 2-26.
- DULUCQ, Sophie et GOERG, Odile, « Le fait colonial au miroir des colonisées. Femmes, genre et colonisation : un bilan des recherches francophones en histoire de l'Afrique subsaharienne (1950-2003) », in HUGON, Anne (dir.), *Histoire des femmes en situation coloniale. Afrique et Asie, XXe siècle*, Paris, Karthala, 2004, p. 44-69.
- DUSSAULT, Andrée-Marie, « Le travail domestique et le travail du sexe dans les migrations internationales », *Cahiers Genre et développement*, 5, 2005, p. 123-136.
- EHRENREICH, Barbara et HOCHSCHILD, Arlie Russell, *Global Woman : Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*, New York, Metropolitan Books, 2003.
- FALQUET, Jules *et alii*. (dir.) *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de SciencesPo, 2010.
- FERGUSON, Ann, « Empowerment, Development and Women's Liberation », in JÓNASDÓTTIR, Anna G. et JONES, Kathleen B. (éd.), *The Political Interests of Gender Revisited. Redoing Theory and Research with a Feminist Face*, New York, United Nations University Press, 2009, p. 85-103.
- FLORES, Lara, « Division sexuelle des migrations internes et internationales en Amérique latine » in COSSÉE, Claire, MIRANDA, Adelina, OUALI, Nouria et SÉHILI, Djaouida (dir.), *Le genre au cœur des migrations*, Paris, Éditions Pétra, 2012, p. 43-58.
- FREDE, Britta et HILL, Joseph, « Introduction: En-Gendering Islamic Authority in West Africa », *Islamic Africa*, 5, 2, 2014, p. 131-165.
- FREIRE, Paulo, *Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et révolution*, Paris, Maspéro, 1974.
- GEIGER, Susan, « Women and African Nationalism », *Journal of Women's History*, 2, 1, 1990, p. 227-244.
- GHOSH, Durba, « Gender and Colonialism : Expansion or Marginalization? », *The Historical Journal*, 47, 3, 2004, p. 737-755.
- GOERG, Odile, « Femmes africaines et politique : les colonisées au féminin en Afrique occidentale », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 6, 1997, p. 105-125.